



## SOLIDARITE AVEC LES GRÉVISTES DE LA FAIM DE SMARA AU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ

**Ahmed Naciri et Guabal Jouda ont entamé une grève de la faim ouverte le lundi 17 avril 2017. Mettre en jeu sa vie est l'ultime façon qui reste à ce père de quatre enfants et à cette mère de 8 enfants pour dénoncer l'arbitraire exercé par l'Etat marocain à leur encontre.**

**Ahmed Naciri** a 46 ans, c'est un militant des droits de l'Homme. L'administration lui refuse depuis 2015 une mutation qui le rapprocherait de son domicile de Smara au Sahara occidental sous occupation, soit à 1250 km de son lieu d'affectation, Khouribga situé au nord du Maroc.



Ahmed NACIRI a obtenu un poste dans cette municipalité de en juillet 1988 dans le cadre de la tentative du roi Hassan II de corrompre la jeunesse sahraouie à qui il offrait 6 000 postes dans l'administration au Maroc, à ceux qu'il nommait « ses lionceaux », mais loin de leur pays où les jeunes entraient dans la résistance à la colonisation.

Il est président de l'association ' Freedom Sun ' pour la protection des défenseurs sahraouis des droits de l'homme, membre de conseil de coordination de l'ASVDH et de l'AMDH.

Ses activités politiques lui valurent trois condamnations à la prison (1992, 2002 et 2009), soit un total de 4 ans et 2 mois avec pour conséquence : 16 années de licenciement. C'est une grève de la faim en 2004 qui lui fit retrouver son poste et un toit pour sa famille.

Aujourd'hui, 29 ans après son affectation à Khouribga, il revendique son droit à une mutation dans sa ville pour être proche de son père gravement malade qui vit sous oxygène.

**Guabal Jouda**, est également en grève de la faim. Cette femme mariée et mère de 8 enfants,



bénéficiait de la carte de « promotion nationale » (proche du RAS en France) qui a été gelée depuis le mois de janvier 2017 du fait de sa participation active aux manifestations pacifiques pour référendum d'autodétermination dont l'organisation était prévue en janvier 1992 dans le plan de paix de l'ONU.

**Ils dénoncent tous deux le chantage économique qui leur est fait pour abandonner leur idéal de liberté.**